



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Près de 15 000 nouveaux chômeurs dans les Prairies si le gouvernement fédéral va de l'avant avec les compressions annoncées

Ottawa, le 7 mars 2012 – En Alberta, Saskatchewan et au Manitoba, près de 15 000 travailleurs perdraient leur emploi si le gouvernement canadien met à exécution son intention de retrancher plus de 8\$ milliards dans ses dépenses lors de son prochain budget.

En plus de ces pertes d'emploi, le produit intérieur brut (PIB) de la région régresserait de 1,4\$ milliard, ce qui pourrait ralentir l'économie régionale.

À l'échelle des Prairies, c'est l'Alberta qui subirait les contrecoups les plus importants, alors que 8 000 personnes perdraient leur emploi et que le PIB provincial subirait un recul de 786 \$ millions.

Selon l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP), le *Modèle canadien d'entrées-sorties* développé par Statistique Canada et utilisé par de nombreux ministères fédéraux prédit que l'impact des compressions budgétaires annoncées par le gouvernement conservateur touchera durement le secteur privé. Comme partout au Canada, ce sont les petits commerces qui seront les plus affectés. Dans les Prairies, le modèle économique prévoit des pertes de 1 200 emplois dans le commerce de détail et de 532 dans la restauration. Même l'industrie fleuron de l'Alberta, le pétrole, serait touchée par une centaine de pertes d'emploi.

Après avoir prédit une réduction du PIB du Canada de 10,17\$ milliards et pas moins de 116 000 pertes d'emploi partout au pays, l'ACEP rend public aujourd'hui des données régionalisées tirées d'un modèle économique développé par Statistique Canada.

« Nous utilisons un modèle économique éprouvé, explique le président de l'ACEP, Claude Poirier. Nous y avons inclus les chiffres avancés à plusieurs reprises par le ministre des Finances du Canada, soit une réduction des dépenses gouvernementales de 8\$ milliards ou 10% du budget fédéral. Ce modèle nous permet de prévoir des lendemains difficiles pour l'économie canadienne si le gouvernement s'entête dans son objectif et réduit ses dépenses de cette ampleur. »

Les réductions de dépenses du fédéral auront un impact sur la croissance économique partout au pays. Les plus affectés dans l'Ouest canadien seraient le commerce de détail et la restauration, mais d'autres secteurs seraient touchés : 300 emplois perdus dans la construction, 338 dans la vente en gros, 272 dans le secteur de l'architecture et du génie et même une centaine d'emplois dans le secteur bancaire.

« Depuis la sortie de notre première analyse le 21 février, ajoute Claude Poirier, nous avons senti que le gouvernement tente de calmer le jeu en disant que le budget ne sera pas austère, mais prudent et équilibré. Mais même avec des compressions de 5% du budget, ou 4 \$ milliards, c'est quand même 7 000 emplois de perdus dans les Prairies. Il y aura donc des serveurs, des cuisiniers, des comptables, des chauffeuses de taxi, des architectes et des professionnelles de la santé qui vont se retrouver au chômage tant au Manitoba, en Saskatchewan qu'en Alberta.

L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

-30-

Renseignements : Pierre Lebel, relations avec les médias
613-236-9181 ou cel. 613-889-1027
plebel@acep-cape.ca

Renseignements de base

Notes explicatives